

Monsieur le Directeur Académique,

Nous avons déjà fait état de nos inquiétudes face à la rentrée politique et sociale à l'occasion de la carte scolaire, et nous n'allons pas faire de redites aujourd'hui. Nous saisissons plutôt l'opportunité de cette première déclaration de l'année scolaire en CAPD pour faire un point sur la seconde rentrée désastreuse de notre ministre de l'éducation nationale.

Les ajustements des programmes qui sont sortis pendant l'été marquent le déni de Jean-Michel Blanquer pour le travail des enseignants, et sa méconnaissance de ce qu'est réellement l'école aujourd'hui.

Il remet en question toute la philosophie des programmes de 2016, programmes que la profession, soit dit en passant aura à peine eu le temps de s'approprier. C'est même la notion de cycle qui est aujourd'hui remise en question avec la mise en place de repères annuels dans les apprentissages.

Nos voisins anglo-saxons reviennent sur le « tout évaluation » qui n'a pas fait ses preuves, c'est extrêmement anxiogène pour les élèves, les parents et les enseignants. Notre ministre voudrait que les évaluations deviennent une habitude de classe, au même titre que la photographie.

Comment peut-on oser comparer l'incomparable ! Encore une preuve du mépris qu'il a pour les enseignants.

Et le manque de confiance s'étend jusqu'aux inspecteurs, que le ministre voudrait formater lors d'un séminaire la semaine prochaine. Selon Paul Devin, du SNPI-FSU « Les IEN ont le souvenir des regroupements de l'année dernière sur la lecture où on a entendu des choses sidérantes, idéologiques ... le ministre engage des pressions autour de consignes très fermées et très directives et qui n'ont pas fait leurs preuves. »

Le ministre veut faire appliquer ses directives, et pour cela, il s'entoure de sa garde rapprochée de pseudo scientifiques de droite et évince tous les chercheurs qui font leur preuves depuis plusieurs années, comme Viviane Bouysse, ou Roland Goigoux. Exit le travail mené dans les classes depuis plusieurs années, exit la recherche sur l'apprentissage de la lecture ou des maths, sur le développement affectif de l'enfant. Place à l'artillerie lourde des neuro sciences qui viennent expliquer que finalement, le cerveau humain, c'est un peu comme un ordinateur, ça se programme à souhait afin de formater des petit citoyens qui ne réfléchiront pas trop, faudrait pas non plus instruire les foules ! Les discours que l'on nous sert à l'occasion de cette rentrée ont des relents totalitaires qui doivent tous nous alerter, parents, enseignants, inspecteurs.

Les pressions que le ministère opère en faveur de l'association Agir Pour l'Ecole sont alarmantes. Ce bras armé de Blanquer, soutenu par l'institut Montaigne lui même financé par des grands groupes est un moyen à peine déguisé de déposséder les enseignants de la dimension de conception des apprentissages.

Nous espérons que notre département restera préservé de ce fléau, et nous espérons que le corps des inspecteurs de notre département continuera à respecter la liberté pédagogique des enseignants.

C'est bien d'un élan collectif dont l'école a besoin aujourd'hui pour faire front face aux aberrations que veut nous imposer le ministre Jean Michel Blanquer.

Aucune pression ne doit être exercée envers les enseignants concernant la remontée des évaluations nationales. Chaque équipe doit être libre de faire les évaluations diagnostiques qui correspondent le mieux à ses élèves. Accepter les remontées informatisées telles qu'elles sont prévues aujourd'hui, c'est mettre un pied dans le tout évaluation, et très rapidement dans la rémunération au mérite et la concurrence entre les établissements.

Concernant la gestion des personnels de notre département, nous tenons, Monsieur le Directeur Académique à vous alerter de la situation de souffrance vécue par de plus en plus de collègues. Et nous observons que la pression opérée par les parents, les élus et la société en générale sur les enseignants devient de plus en plus difficile à supporter. Nous attendons de notre administration du

soutien et de l'aide.

Nous tenons aussi à vous rappeler la difficulté dans laquelle se trouvent de nombreuses écoles face à l'absence de médecin scolaire dans plusieurs secteurs. Il est impensable que nous ne puissions pas bénéficier de l'appui de ces professionnels. Les équipes sont démunies pour monter certains dossiers nécessaires à la scolarisation de nombreux enfants.

Enfin, nous espérons qu'à l'issue de cette CAPD, nous pourrons présenter aux enseignants des Deux-Sèvres un mouvement transparent et respectueux du barème, auquel nous sommes particulièrement attachés. Nous vous avons fait part de nos inquiétudes suite à la lecture des documents de travail, et nous espérons, Monsieur le Directeur Académique, que vous saurez en tenir compte dans le cadre d'un dialogue constructif, nécessaire à une bonne représentation des personnels.